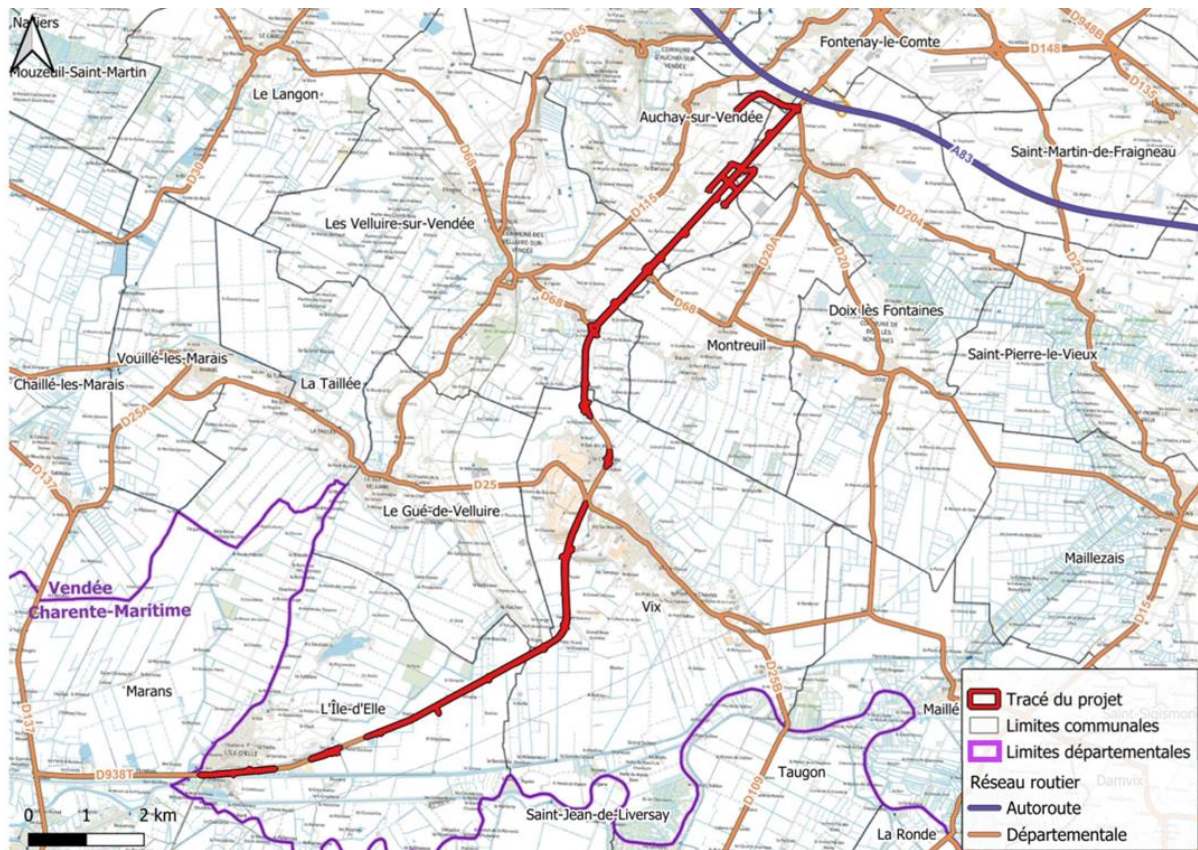


REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DE LA VENDEE
CONSEIL DEPARTEMENTAL DE LA VENDEE



ENQUETE PUBLIQUE UNIQUE

Relative au projet d'aménagement de la route départementale 938 Ter entre Fontenay-le-Comte et le département de Charente-Maritime, incluant la demande d'autorisation environnementale, l'utilité publique des travaux d'aménagement, la mise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme de Fontenay-Le-Comte, de Veuille, de Vix, et de l'Île d'Elle, du classement et déclassement des voiries concernées par l'opération, la demande de dérogation exceptionnelle relative aux espèces et aux habitats protégés.

Réalisée du 26 janvier au 25 février 2026

Conclusions motivées et avis de la commission d'enquête relatifs à la demande d'autorisation environnementale.

Commission d'enquête composée de :

Messieurs Jean-Yves ALBERT (Président), Jean-Jacques FERRE et Dominique SERIN

Destinataires :

Monsieur le Préfet de la Vendée

Monsieur le Président du Tribunal Administratif de Nantes

Conclusions motivées et avis relatifs à la demande d'autorisation environnementale

Sommaire

1.	Généralités	3
2.	La demande d'autorisation environnementale	3
2.1	Analyse environnementale du projet.....	4
2.1.1	Milieu physique et ressource en eau.....	4
2.1.2	Milieu naturel et biodiversité.....	4
2.1.3	Évaluation Natura 2000	4
2.1.4	Mesures ERC et suivi	4
2.2	Appréciation générale au regard des exigences de l'article L.181-3 du Code de l'environnement	4
3.	Avis émis lors de l'élaboration du projet.....	4
3.1	Avis de la MRAe et réponse du maître d'ouvrage	4
3.2	Observations des personnes publiques associées et consultées.....	4
4.	Déroulement de l'enquête.....	5
4.1	Information du public.....	5
4.2	Observations du public	5
4.3	Les réponses du maître d'ouvrage au Procès-Verbal de Synthèse.....	5
5.	Conclusions Motivées de la Commission d'enquête.....	5
6.	Formalisation de l'avis	7

1. GENERALITES

Le projet d'aménagement de la RD 938 Ter s'inscrit dans le Sud-Est du département de la Vendée, sur un axe structurant reliant la commune de Fontenay-le-Comte à L'Île-d'Elle, en continuité vers le département de la Charente-Maritime. Cet itinéraire constitue un maillon du réseau routier départemental, assurant la liaison entre le bassin de vie et d'emplois de Fontenay-le-Comte et les territoires du Sud Vendée ainsi que de l'arrière-pays rochelais.

Le projet consiste en l'aménagement de la RD 938 Ter avec la création de 10 créniaux de dépassement complétés par la mise en œuvre de 12 carrefours de type tourne-à-gauche sécurisés et de 2 giratoires ainsi que l'aménagement de la traversée de l'Île d'Elle.

Par décision E 25000241/85 en date du 18 novembre 2025, le Président du tribunal administratif de Nantes, a désigné, pour la conduite de l'enquête publique unique, une commission d'enquête. Cette commission est composée de : Monsieur Jean-Yves ALBERT, en qualité de Président ; Monsieur Jean-Jacques FERRE, et Monsieur Dominique SERIN en qualité de membres titulaires, Madame Anne-Claire MAUGRION en tant que membre suppléante.

Le préfet de la Vendée, par arrêté n° 2025-DCPATE-714 du 12 décembre 2025, a organisé l'enquête publique unique portant sur :

- L'utilité publique du projet d'aménagement de la RD 938 Ter,
- La mise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme de Fontenay-le-Comte, de Velluire, de Vix et de l'Île-d'Elle,
- Le classement et déclassement des voies concernées par l'opération,
- La demande d'autorisation environnementale,
- La demande de dérogation relative aux espèces et aux habitats protégés.

L'enquête publique unique s'est déroulée du lundi 26 janvier 2026 à 9h00 (heure d'ouverture de l'EP) au mercredi 25 février 2026 à 17h00 (heure de clôture de l'EP). Pendant toute la durée de l'EP le public a pu déposer ses observations ou propositions sur les registres d'EP déposés en Mairies, sur le registre dématérialisé dédié à l'enquête, par courriel à l'adresse dédiée ou par courrier adressé au siège de l'enquête.

Le rapport est commun aux cinq objets de cette enquête. Les présentes conclusions motivées portent exclusivement sur la demande d'autorisation environnementale relative au projet d'aménagement de la RD 938T entre Fontenay-le-Comte et la limite de la Charente-Maritime. Elles sont établies à partir :

- du dossier d'enquête publique comprenant notamment l'étude d'impact et ses annexes ;
- de l'avis de la Mission Régionale d'Autorité environnementale (MRAe) ;
- du mémoire en réponse du maître d'ouvrage ;
- des observations formulées par le public et les personnes publiques associées.

2. LA DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE

Dans le but d'obtenir une autorisation environnementale par arrêté préfectoral dans le cadre de la réalisation, d'aménagement et d'exploitation des ouvrages ou installations. Cette demande d'autorisation environnementale est conforme aux articles L.181-1 et R.214-1 du Code de l'environnement.

2.1 Analyse environnementale du projet

2.1.1 Milieu physique et ressource en eau

Les incidences sur les eaux superficielles et souterraines ont été analysées de manière détaillée. Des dispositifs de gestion des eaux pluviales sont prévus afin de limiter les risques de pollution et d'assurer la maîtrise des écoulements. Les impacts sur les zones humides ont fait l'objet d'une délimitation précise et de mesures compensatoires proportionnées.

2.1.2 Milieu naturel et biodiversité

L'étude d'impact présente un inventaire écologique complet. Les atteintes aux habitats et aux espèces protégées sont encadrées par des mesures d'évitement et de réduction, complétées par des mesures de compensation.

2.1.3 Évaluation Natura 2000

L'évaluation des incidences Natura 2000 conclut à l'absence d'atteinte significative aux objectifs de conservation, compte tenu des mesures mises en œuvre.

2.1.4 Mesures ERC et suivi

L'étude d'impact présente un ensemble de mesures relevant de la séquence Éviter-Réduire-Compenser. Des mesures d'évitement ont été intégrées dès la conception du projet afin de limiter les atteintes aux habitats les plus sensibles. Des mesures de réduction sont prévues en phase chantier et en phase d'exploitation (organisation du chantier, gestion des eaux, dispositifs de franchissement pour la faune, etc...). Enfin, des mesures compensatoires sont prévues pour les zones humides et certaines espèces protégées, avec un dispositif de suivi écologique destiné à vérifier leur efficacité dans le temps.

2.2 Appréciation générale au regard des exigences de l'article L.181-3 du Code de l'environnement

Au regard des éléments du dossier, le projet apparaît compatible avec la protection des intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, sous réserve de la mise en œuvre effective des mesures prévues. Les impacts résiduels identifiés demeurent limités et encadrés.

Le dossier présenté répond à ce contenu, les éventuels impacts apparaissent maîtrisés et proportionnés aux regards des bénéfices attendus.

3. AVIS EMIS LORS DE L'ELABORATION DU PROJET

3.1 Avis de la MRAe et réponse du maître d'ouvrage

L'avis de la Mission régionale d'autorité environnementale souligne la qualité générale du dossier tout en formulant plusieurs recommandations visant à compléter l'analyse de certains enjeux environnementaux, notamment climatiques, écologiques et hydrauliques.

Dans sa réponse, le maître d'ouvrage indique avoir pris en considération ces observations et précise que les compléments demandés seront apportés lors des phases ultérieures d'études et dans le cadre des procédures réglementaires à venir.

3.2 Observations des personnes publiques associées et consultées

Les avis des personnes publiques associées et consultées ne font pas apparaître d'opposition de principe au projet d'aménagement de la RD 938 Ter.

Les avis mettent toutefois en évidence plusieurs points de vigilance, relatifs aux impacts résiduels sur les milieux naturels et forestiers, à la consommation de foncier agricole et à la

nécessité d'assurer des mesures de compensation adaptées, pérennes et concertées, en particulier s'agissant des mesures de compensation environnementale susceptibles d'affecter durablement l'activité agricole. Ces éléments ont fait l'objet de réponses du maître d'ouvrage dans le mémoire en réponse joint au dossier d'enquête publique.

4. DEROULEMENT DE L'ENQUÊTE

4.1 Information du public

La publicité réglementaire de l'enquête a été mise en œuvre en application de l'arrêté préfectoral n° 2025-DCPATE-714 du 12 décembre 2025.

- **Presse** : l'avis d'ouverture de l'EP a été publié par annonce légale dans les quotidiens « Ouest France » et « l'écho de l'Ouest » les 9 et 30 janvier 2026
- **Internet** : l'avis d'ouverture de l'EP a été consultable sur le site internet des services de l'Etat en Vendée à, l'adresse : www.vendee.gouv.fr et sur le site internet du registre dématérialisé : www.registre-dematerialise.fr/
- **Affichage** : l'avis d'ouverture de l'EP a été affiché, quinze jours avant son ouverture et pendant toute la durée de celle-ci, dans les communes concernées. Le Maître d'ouvrage a également procédé à l'affichage de l'avis d'EP sur 51 sites dans le périmètre de l'opération. Cette formalité a été constatée le 12 janvier 2026 par Maître Julien Bouquet Huissier de Justice.

Le dossier complet (papier et version numérique) a été tenu à la disposition du public pendant toute la durée de l'enquête. Celui-ci a eu toute latitude pour faire valoir ses observations, propositions ou contre-propositions tant sur les registres papiers, registre numérique que par courriel ou courrier postal.

4.2 Observations du public

Les observations du public relatives à l'autorisation environnementale représentent un volume significatif, de l'ordre d'une soixantaine d'observations. Elles ont principalement porté sur les incidences du projet sur les milieux naturels, notamment les zones humides et la biodiversité du secteur du Marais poitevin, ainsi que sur la gestion des eaux pluviales et les nuisances potentielles pour les riverains. Plusieurs contributions ont également interrogé la pertinence et l'efficacité des mesures d'évitement, de réduction et de compensation envisagées. Ces éléments traduisent une vigilance du public quant à la prise en compte effective des enjeux environnementaux dans la mise en œuvre du projet.

4.3 Les réponses du maître d'ouvrage au Procès-Verbal de Synthèse

Le 17 mars 2026, le maître d'ouvrage a produit un mémoire en réponse au procès-verbal de synthèse dans lequel la commission avait regroupé l'ensemble des questions issues de ses propres analyses et des contributions enregistrées pendant l'enquête.

Dans ce mémoire, le maître d'ouvrage a répondu exhaustivement aux questions de la commission dans un document bien argumenté de 70 pages. Il prend notamment des engagements sur la protection et la compensation des zones humides, sur la gestion des eaux pluviales.

5. CONCLUSIONS MOTIVEES DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

La Commission d'enquête, ayant rédigé son rapport après avoir pris en compte l'ensemble des pièces du dossier soumis au public par le Conseil département de la Vendée, les observations des Personnes Publiques Associées et Consultées, les résultats de l'enquête consignés dans les

registres déposés en mairies et sur le registre dématérialisé est en mesure de conclure et de donner un avis. La Commission d'enquête a identifié :

Les inconvénients et les points de vigilance :

- la consommation d'espace et l'artificialisation de sols agricoles ;
- les impacts potentiels sur les milieux naturels et la biodiversité, notamment dans un contexte écologique sensible (proximité du Marais poitevin et de sites Natura 2000) ;
- la destruction ou l'altération de zones humides nécessitant la mise en œuvre de mesures compensatoires dont la fonctionnalité devra être suivie dans le temps ;
- le projet nécessite une attention particulière au bon fonctionnement hydraulique et au dimensionnement des ouvrages ;
- les incidences temporaires du chantier : nuisances sonores, circulation perturbée, impacts sur certaines espèces.

Les avantages du projet :

- l'amélioration de la sécurité routière grâce à la création de créniaux de dépassement et à la reconfiguration de carrefours ;
- l'amélioration de la fluidité du trafic sur un axe structurant reliant Fontenay-le-Comte à la Charente-Maritime ;
- la contribution au développement économique local et à l'accessibilité du territoire ;
- l'amélioration de la gestion des eaux pluviales routières par rapport à la situation actuelle, avec la création de bassins de rétention ;
- la prise en compte de la séquence Éviter-Réduire-Compenser (ERC) avec des mesures d'évitement d'habitats sensibles, des mesures de réduction des impacts et des mesures compensatoires pour les zones humides et certaines espèces ;
- le projet est globalement compatible avec les documents de planification territoriale et de gestion de l'eau.

Au vu de l'ensemble des éléments du dossier, la Commission d'enquête considère que :

- le maître d'ouvrage dans son mémoire en réponse au PV de synthèse a répondu point par point aux questions relatives à l'autorisation environnementale ;
- l'enquête s'est déroulée dans des conditions conformes à la réglementation ;
- l'information du public a été parfaitement effectuée ;
- le dossier d'enquête était complet ;
- les impacts environnementaux identifiés, notamment sur les zones humides et la biodiversité, demeurent limités et font l'objet de mesures d'évitement, de réduction et de compensation proportionnées et assorties d'un dispositif de suivi écologique ;
- les bénéfices attendus en matière de sécurité routière et de fonctionnement du réseau départemental constituent un intérêt public suffisant pour justifier la réalisation de l'opération ;
- s'agissant d'une enquête publique unique traitant de plusieurs thématiques, les registres de l'enquête publique ne comportent aucune opposition de principe exprimée à la demande d'autorisation environnementale au titre des articles L. 181-1 et R. 214-1 du Code de l'environnement.

Au regard du bilan entre les avantages du projet et les incidences environnementales, la Commission estime que la demande d'autorisation environnementale peut être accordée.

Nota : la Commission d'enquête a émis un avis favorable à la Déclaration d'Utilité Publique du projet objet de l'enquête publique unique.

6. FORMALISATION DE L'AVIS

En conséquence, la Commission d'enquête émet un « AVIS FAVORABLE » à la demande d'autorisation environnementale telle que présentée dans le dossier soumis à enquête publique.

Fait à La Roche sur Yon le 25 mars 2026

Le Président de la Commission d'Enquête



Jean-Yves ALBERT

Les Commissaires Enquêteurs



Jean-Jacques FERRE



Dominique SERIN